



**République Démocratique du Congo**  
Ministère de l'Environnement,  
Conservation de la Nature et Développement Durable  
Direction de Développement Durable  
Projet LECB-NAMAs & LEDS



**RAPPORT DE L'ATELIER DE LANCEMENT DES ACTIVITES DE FORMULATION DE LA  
STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT SOBRE EN CARBONE (LEDS) DE LA RDC**

**Hôtel Sultani 26-27 janvier 2016, Kinshasa/Gombe**



# Rapport de l'atelier de lancement des activités de formulation de la stratégie de développement sobre en carbone (LEDS) de la RDC

## I. Introduction

La RDC a mis en place depuis 2012, au Ministère de l'Environnement, Conservation de la Nature et Développement Durable (MECNDD) avec le financement de l'Union Européenne, des gouvernements d'Allemagne et d'Australie et l'appui technique du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), un projet/programme de renforcement des capacités dans les processus des changements climatiques pour les acteurs des secteurs public, privé et de la société civile du pays.

Ce projet comprenait initialement trois composantes qui sont : (1) aider le pays à construire des systèmes solides de préparation des inventaires d'émission au niveau national, (2) soutenir les efforts du pays dans la formulation et le développement des Mesures Nationales Appropriées d'Atténuation (NAMAs) et (3) mettre en place des systèmes de mesurage, rapportage et vérification (MRV) des NAMAs.

Les résultats atteints ce jour par cette initiative qui est menée en étroite collaboration avec toutes les initiatives en matière de lutte contre les changements climatiques en cours dans le pays sont très encourageants notamment :

- le pays s'est doté d'un système solide pour l'exercice d'inventaire des gaz à effet de serre ;
- l'appui à la formulation de politiques et mesures nationales appropriées d'atténuation de gaz à effet de serre (GES).

Pour soutenir durablement ces acquis, il est pertinent d'élaborer et mettre en œuvre une stratégie de développement sobre en carbone (LEDS) qui servira de cadre global de formulation des NAMAs.

C'est dans ce contexte qu'il s'est tenu du 26 au 27 janvier 2016 à l'Hôtel Sultani à Kinshasa/Gombe, sous le patronage du Ministre de l'Environnement, Conservation de la Nature et Développement Durable (MECNDD), et ce, grâce à l'appui technique et financier de l'Union Européenne, des gouvernements d'Allemagne et d'Australie ainsi que du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), l'atelier de lancement des activités de formulation de la stratégie de développement sobre en carbone (LEDS) de la République Démocratique du Congo.

Ledit atelier poursuivait les objectifs que voici :

- présenter le processus de la LEDS, les NAMAs, les MRV aux parties prenantes ;
- présenter aux parties prenantes, la méthodologie et les outils de formulation d'une LEDS ;
- constituer des groupes sectoriels de travail pour la LEDS, amorcer des réflexions sectorielles pour un développement sobre en carbone et ensuite mettre en place une plateforme de concertation intersectorielle pour assurer une synergie entre les efforts ;
- développer pour chaque secteur des indicateurs à intégrer dans la matrice de gouvernance économique du Gouvernement pour un développement sobre en carbone.

Et comme résultats attendus, il était question que :

- le processus et la méthodologie de la LEDS, les NAMAs et les MRV soient bien compris par les parties prenantes ;
- les ministères sectoriels soient informés et impliqués dans la formulation de la stratégie de développement sobre en carbone ;
- des groupes sectoriels de travail soient mis en place et les réflexions sectorielles amorcées ;
- une plateforme intersectorielle soit également mise en place.

Cet atelier a connu la participation active d'une panoplie d'experts émanant des institutions tant publique que privée et de la Société Civiles dont les activités ont une implication dans le processus d'élaboration de la Stratégie de Développement sobre en carbone de la RDC.

## **II. Déroulement des travaux de l'atelier**

Les travaux de l'atelier ont été articulés autour des points qui suivent :

- la cérémonie d'ouverture ;
- les sessions de présentations en plénière ;
- les travaux en groupes thématiques ;
- la restitution en plénière des résultats de groupes de travail ;
- la cérémonie de clôture.

### **II.1. Cérémonie d'ouverture**

La cérémonie d'ouverture des travaux de l'atelier a été marquée par le mot de bienvenue du Représentant de Monsieur le Secrétaire Général à l'Environnement, Conservation de la Nature et Développement Durable ; suivi de celui de circonstance de Monsieur le Représentant de Monsieur le Directeur-pays du PNUD.

Monsieur le Directeur du Cabinet et Représentant de son Excellence Monsieur le Ministre de l'Environnement, Conservation de la Nature et Développement Durable a prononcé le discours d'ouverture de ces assises.

Dans son mot de bienvenue, Monsieur le représentant du Secrétaire Général à l'Environnement, Conservation de la Nature et Développement Durable, a tenu à saluer la participation et l'implication active pour la réussite de ce processus de toutes les autorités ministérielles, les Partenaires au développement, les Gouvernements de la République Fédérale d'Allemagne et de l'Australie ainsi que le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Par ailleurs, il a émis le vœux de voir être élaboré une Stratégie de Développement Sobre en carbone en adéquation avec toutes les réformes sectorielles, initiatives et actions de développement en cours notamment (i) Plan National Climat ; (ii) Contribution Prévue Déterminée au niveau National (CPDN-INDC) ; (iii) Initiative Energie durable pour tous (SE4All) ; (iv) Plan National d'Investissements Agricoles (PNIA) ; (v) le Plan d'Investissements REDD+ ; (vi) la Stratégie Nationale de Développement Durable (SNDD) ; etc. Ladite stratégie contribuera en grande partie à la formulation du Plan National de Stratégie du Développement (PNSD) coordonnée par le Ministère du Plan et suivi de révolution de la Modernité.

Monsieur le Représentant du Directeur Pays PNUD qui à son tour, a félicité la RDC pour avoir participé activement aux travaux de la COP 21 de Paris et brigué le poste de la présidence du Groupe des Pays Moins Avancés (PMA). En outre, il a axé son intervention sur deux messages forts à savoir : (i) la formulation de la Stratégie de développement sobre en carbone permettra à la RDC de libérer son potentiel de croissance verte ; et (ii) le Plan National de Stratégie du Développement qui servira de cadre de développement et d'orientation en vue de la formulation de la LEDS qui du reste, constitue l'épine dorsale du processus de développement durable. D'où toute la nécessité de formulation et mise en œuvre des programmes intégrés impliquant divers acteurs sectoriels.

De prime à bord, Monsieur le Représentant de son Excellence Monsieur Ministre de l'Environnement, Conservation de la Nature et Développement Durable a transmis les très chaleureuses salutations du Ministre de tutelle empêché auprès des participants présents à cet atelier.

Par la suite, il a rappelé le rôle joué et l'engagement pris par la République Démocratique du Congo au cours de sa participation à la 21<sup>ième</sup> Conférence des Parties à la Convention Cadre des Nations sur le Changement Climatique de Paris. Cet engagement s'inscrit dans le cadre de sa contribution Prévue Déterminée au niveau National et se traduit par la réduction du taux de ses émissions à hauteur de

17% entre 2021-2030 et contribuant ainsi à la mise en œuvre de l'accord de Paris au niveau national.

Ceci explique toute la pertinence d'un appui technique, technologique et financier chiffré à plus ou moins vingt et un (21) milliards de dollars américains dont devra bénéficier notre pays en vue de relever le défi majeur dans sa lutte contre le changement climatique.

Dans le souci de mobiliser ce financement climatique de la part de la communauté internationale, il s'avère impérieux de coordonner les efforts nationaux en vue de mettre en place une planification multisectorielle à travers une Stratégie de développement sobre en carbone qui conduira à l'élaboration des projets éligibles et bancables couvrant tous les secteurs producteurs économiques et émetteurs des gaz à effet de serre d'origine anthropique.

Ladite Stratégie servira à alimenter substantiellement le Plan National de Stratégie de Développement (2017-2021) en cours de formulation qui vise l'atteinte de l'émergence économique du pays à l'horizon 2030 afin d'aboutir au mécanisme de développement durable, vert et inclusif.

Pour parachever son propos, Monsieur le Directeur du Cabinet de son Excellence Monsieur le Ministre de l'Environnement, Conservation de la Nature et Développement Durable a exprimé toute sa gratitude à l'endroit des partenaires techniques et financiers qui accompagnent notre pays depuis 2012 dans le processus d'élaboration des mesures nationales appropriées d'atténuation (NAMAs) ainsi que la formulation de la Stratégie de développement sobre en carbone en cours. Enfin, il a encouragé les participants à l'atelier de formuler les recommandations sereines favorisant la planification du développement multisectoriel respectueux de l'environnement.

## **II.2. Les sessions de présentations en plénière**

Les exposés sommaires en plénière ont été ponctués par les sessions intitulées de la manière ci-après :

- les retombées et perspectives de la COP21 pour la RDC
- le processus de formulation d'une Stratégie de Développement Sobre en Carbone (Low Emission Development Strategy, LEDS)
- le Processus NAMAs (Mesures Nationales Appropriées d'Atténuation)
- le MRV, c'est quoi ?

Monsieur TOSI PANU PANU, Négociateur Principal et Coordonnateur adjoint du Fonds vert de la RDC, s'est appesantie dans son exposé sur les retombées des

résultats de la 21<sup>ème</sup> Session de la conférence de la Convention Cadre des Nations Unies sur le changement climatique de Paris par rapport aux attentes de la RDC.

D'entrée de jeux, il faudra noter que le chemin vers l'accord de Paris a été balisé par une forte mobilisation politique caractérisée par les différentes rencontres internationales tenues tout au long de l'année 2015 telles que le sommet du G7, la conférence sur le financement de développement, la réunion sur l'adoption de l'agenda post 2015.

Par ailleurs, l'accord de Paris revêt un caractère juridiquement contraignant et universel. Ceci nous amène à dire que la RDC, le pays regorgeant le deuxième massif forestier mondial y a trouvé son compte du fait que ledit accord aborde le mécanisme REDD+, le financement, le transfert des compétences et technologies, la différenciation des responsabilités de pollution entre les pays développés et en développement sur le climat, le traitement équilibré entre les efforts d'atténuation et d'adaptation face aux effets néfastes de changement climatique afin de maintenir la température globale en dessous de 2°C depuis l'ère préindustrielle.

Cependant, le chiffre de cents milliards de dollars américains (100, 000, 000 USD) prévus pour alimenter les fonds verts figurent plutôt dans les décisions de la COP 21 accompagnant ledit accord.

La présentation de Monsieur TOSI PANU PANU s'est fait compléter par les interventions de Monsieur Aimé MBUYI KALOMBO et Dr Trinto MUGANGU, respectivement Chef de Division en charge de changement climatique à la Direction de Développement Durable et Coordonnateur du Projet NAMAs. Le premier intervenant a fait état du processus de formulation des Politiques et Stratégies Nationales sur le changement climatique qui servira de cadre fédérateur au regard de toutes les politiques sectorielles sur le climat au niveau national. Il a renchéri son propos en évoquant la nécessité de mettre en place des actions mesurables et vérifiables qui passent par l'amélioration du système d'inventaire des gaz à de serre.

Pour sa part, le Professeur Trinto MUGANGU, a soulevé la pertinence d'encourager l'aspect recherche-développement dans la formulation des projets NAMAs bancables afin d'aboutir à une émergence économique verte du pays. Ceci se traduit par le renforcement des capacités dans un premier temps de vingt-cinq (25) experts de différents secteurs producteurs économiques et émetteurs des gaz à effet de serre sur les besoins desdits secteurs dans le processus de modélisation des projets NAMAs.

Les échanges et discussions qui ont émaillés cette session de présentation se résument en ces termes :

- ✚ la prise en compte de l'aspect recherche dans les questions climatiques se justifie par la présence et la contribution des éminents scientifiques au sein de la Task force climat de la RDC qui constitue le socle des négociations et d'élaboration de notre Contribution Prévues Déterminées au niveau National ;
- ✚ la récompense de la filière de l'agriculture en redéployant un réseau de routes de desserte agricole et l'accompagnement des paysans par le Ministère de l'Agriculture en y apportant une valeur ajoutée (semences résilientes) et la rendant plus intensive, donc il convient de mener une démarche intersectorielle pour faire face à la déforestation ;
- ✚ le Ministère de l'aménagement du territoire devra jouer un rôle majeur dans l'affectation cohérente de l'utilisation des terres et l'apport des Affaires foncières en octroyant de manière coordonnée des titres aux différents secteurs pour éviter des conflits fonciers ;
- ✚ la valorisation et la diversification de différentes sources d'énergie (géothermie, photovoltaïque, hydroélectrique, biogaz, etc.) suivant la localisation du pays afin de résoudre les besoins d'accès en énergie sous l'encadrement du Ministère de l'énergie ;
- ✚ la mobilisation des ressources propres pour pérenniser le système fiable d'inventaire des gaz à effet de serre ;
- ✚ l'incitation des exploitants privés par les dirigeants politiques à investir dans des projets moins polluants de l'environnement par la création d'un cadre réglementaire qui faciliterait les redevances fiscales.

Au cours de la 2<sup>ème</sup> session de présentation, le Dr Trinto MUGANGU s'est très rapidement appuyé sur la définition, le but, la méthodologie et la composition des parties prenantes de la formulation de la Stratégie de développement sobre en carbone (LEDS).

Il y a lieu donc d'identifier les contraintes des efforts à la production économique nationale dans chaque secteur impliqué dans ce processus de formulation de la LEDS et déterminer quelques indicateurs sous sectoriels de développement auxquels il faudra ajouter une dimension environnementale et de résilience au réchauffement climatique. Ces indicateurs seront à développer et intégrer dans la matrice des priorités de gouvernance économique du gouvernement afin de

contribuer ainsi, à la diversification de notre économie qui se voudra sobre en carbone.

Notons par ailleurs que les mêmes indicateurs serviront également des piliers pour la planification quinquennale du Plan National de Stratégie de Développement (PNSD) dans le but de rendre notre économie durable et prospère.

Les synergies à mettre en place entre divers secteurs au cours de la formulation de la LEDS partiront de certains acquis notamment (i) le Plan National de Stratégie de Développement (PNSD), (ii) les Objectifs de Développement Durable, (iii) le Plan National Climat, (iv) l'initiative Energie durable pour tous (SE4All), (v) le Plan National d'Investissements Agricoles (PNIA), Plan d'Investissements REDD+ et tout comme le mécanisme des bons verts en vue d'encourager les investissements du secteur privé aussi bien dans des mesures d'adaptation que d'atténuation.

Monsieur Samuel MARTIN, Expert de l'organisation Néerlandaise de Développement (SNV), a brossé de manière succincte les avancées significatives déjà enregistrées par la RDC qui serviront de balises pour les prochaines étapes de la formulation de la LEDS et a épinglé quelques innovations sur le mécanisme de mise en œuvre et de mobilisation de ressources qui accompagneront le document final de la LEDS.

En outre, il a décrit brièvement le processus de développement au bout de six (6) mois, des deux NAMAs dans le secteur Energie portant sur la valorisation du gaz de torchage du pétrole et la carbonisation durable pour lesquels son organisation a été recrutée par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).

Le Professeur Jacques ZAHIGA, Expert National Principal de la LEDS, est revenu quant à lui sur les approches de développement de la LEDS. Il a laissé entendre à l'assistance que le cas de la RDC consistait de partir de bas en haut c'est-à-dire les trente-trois (33) idées de projet NAMAs déjà développés vont servir de point de départ afin d'aboutir à la Stratégie de développement sobre en carbone. Ainsi, il a fait également l'économie des prochaines étapes de la formulation de la LEDS qui comprend l'implication de tous les secteurs dans le processus, l'élaboration des scénarios de cours normal des affaires sur le changement climatique, l'identification des options stratégiques dans chaque secteur, l'identification des politiques et d'absorption des financements et l'élaboration d'une feuille de route pour le développement résilient en climat et sobre en émission.

Des échanges et discussions qui ont suivi ces présentations, il y a lieu de retenir ce qui suit :

- ✚ l'implication du genre se fera sentir au cours de la mise en œuvre des actions des projets NAMAs sur terrain ;



- ✚ la sensibilisation est l'aspect non négligeable dans le processus de mise en œuvre de la LEDS ;
- ✚ l'élargissement du nombre des experts déjà formés sur la modélisation des NAMAs jusqu'aux structures de réformes sectorielles et des experts des Directions de Planification.
- ✚ l'appui de formation pour les experts constitue l'un des atouts du Projet.

Au cours de la session relative aux MRV, le Professeur Trinto MUGANGU s'est focalisé sur le rôle que devra jouer le MRV afin d'évaluer à la fois (a) la réduction des GES et (b) les impacts non-GES (co-bénéfiques) liés à la NAMA, ainsi que le progrès des activités en vertu de la NAMA. Une troisième dimension du MRV de la NAMA est de suivre les ressources nécessaires et le soutien des bailleurs de fonds reçus et dépensés sur la NAMA.

Alors que les réductions d'émissions directes sont souvent considérées comme la conséquence la plus évidente de la NAMA, des changements transformationnels et durables, des avantages de développement sont également d'une importance de premier plan.

Cependant, la difficulté majeure reste liée à la détermination du niveau de référence de notre MRV et cela s'est fait contourner plutôt par le choix d'une année de référence ayant permis l'élaboration de la CPDN de la RDC.

### II.3. Travaux en groupe

Le but des travaux en groupe était de développer pour chaque secteur des indicateurs à intégrer dans la matrice des priorités de gouvernance économique du Gouvernement pour un développement sobre en carbone. Et ces groupes de travail étaient constitués en fonction des thématiques sectorielles d'intervention des NAMAs telles que : (i) les eaux et forêts ; (ii) l'Energie et les Hydrocarbures ; (iii) l'Agriculture, Pêche, Elevage et Développement Rural ; (iv) les Mines et l'Industrie ; (v) les Transports ; (vi) les Bâtiments ; (vii) la Gestion et le Recyclage des Déchets ; et (viii) l'Aménagement du territoire & Affaires foncières.

Les échanges et discussions sur les restitutions en plénière des résultats de travaux en groupe ont permis de dégager les recommandations pertinentes ci-après :

- Que le secteur Eau soit scindé de celui des forêts afin d'éviter son englobement ;
- Qu'il soit mis en place une loi-cadre sur l'assainissement ;
- Qu'ils soient développées des Stratégies et normes sur l'assainissement ;
- Que des textes légaux et réglementaires spécifiques aux déchets en général soient élaborés ;

- Que les Partenariats Public-Privé soit encouragés ;
- Que l'Etude de l'impact environnemental soit Intégrée dans le programme d'éducation nationale ;
- Que des infrastructures de gestion des déchets soient augmentées ;
- Qu'un schéma directeur d'urbanisation soit mise en place ;
- Que le transfert des technologies sur la construction des centres de traitement des déchets solides et des stations d'épuration des eaux usées ainsi que des bassins de lagunage soit effectif ;
- Que des mesures d'application et de suivi de la taxe d'assainissement soient mises en place ;
- Que des capacités en information, éducation, communication (IEC) soient renforcées sur l'économie verte (NAMAs, REDD+, ...) ;
- Que des infrastructures d'appui à la production agricole soient renouvelées ;
- Que soit clarifiée la problématique foncière entre les ministères de l'Agriculture et Affaires foncières ;
- Que l'aspect recherche-développement soit renforcé en tenant compte des connaissances endogènes ;
- Que les centres de recherches agricoles soient redynamisés ;
- Que l'atlas des énergies renouvelables soit largement diffusé ;
- Que des autres sources d'énergies renouvelables (Géothermique) soient identifiées et promues en vue de l'exploitation de l'électricité ;
- Qu'une planification intégrée des politiques multisectorielles soit effective en vue de mener à bien le processus de développement durable et vert ;
- Que les conditionnalités sur certaines aides publiques au développement (APD) attendues des partenaires techniques et financiers en vue d'attirer les investissements dans le secteur soit respectées ;
- Que le contrôle technique des véhicules soit renforcé par des agents bien motivés ;
- Que l'actualisation du cadre de politique des transports de la RDC soit effective ;
- Qu'une loi-cadre liée au transport soit élaborée en vue d'un développement sobre en carbone ;
- Que soit levée le moratoire sur l'exploitation forestière ;
- Que les compétences ou attributions entre les différents ministères, pouvoirs central, provincial et les Entités territoriales décentralisées soient respectées ;
- Que les exonérations minières et pétrolières soient supprimées ;
- Que la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) soit promue ;
- Que la loi sur la gestion des ressources en eau soit publiée et qu'il soit élaboré les mesures d'applications et d'accompagnement y afférentes.

## II.4. Clôture de l'atelier

Le discours de clôture de l'atelier était prononcé par Monsieur le Directeur du Cabinet adjoint de son Excellence Monsieur le Ministre de l'Environnement, Conservation de la Nature et Développement Durable qui s'est exprimé en ces termes, la nécessité de capturer les retombées de l'accord de Paris et se mettre en ordre utile pour bénéficier du financement climatique international y annoncé afin qu'il contribue à notre effort de développement durable. Ceci passe avant tout par l'initiation des projets d'atténuation climatique bancables (NAMAs) et une Stratégie de développement sobre en carbone (LEDS). Ladite stratégie constituera une feuille de route pour catalyser notre planification stratégique en vue d'atteindre l'émergence économique de notre pays en 2030 conformément à la vision de la révolution de la modernité prônée par le Chef de l'Etat de la République Démocratique du Congo.

Les indicateurs sectoriels de développement durable intégrant les aspects environnemental et climatique ainsi produits au cours de ces assises, contribueront à rendre notre économie verte et prospère.

Il a par ailleurs exhorté les experts des différents secteurs impliqués dans le processus d'élaboration de la LEDS de continuer à travailler en vue de finaliser cette feuille de route LEDS à l'échéance du 30 juin 2016 afin de répondre à cette disposition de notre hymne national « assurer la grandeur du Congo, sa prospérité et le bien-être de tous ses citoyens ».

## III. Conclusion

En somme les sessions de cet atelier ont été concluantes dans la mesure où toutes les parties prenantes ont été impliquées et ont bien maîtrisé le processus et la méthodologie de formulation de la Stratégie de développement sobre en carbone (LEDS), les NAMAs et les MRV.

En dépit de quelques légers amendements, les critères développés au cours de ces assises s'avèrent d'autant plus pertinents pour contribuer à la consolidation de la matrice des priorités de gouvernance économique du Gouvernement pour un développement sobre en carbone.

Fait à Kinshasa, le 1 février 2016

**Bienvenu MUPENDA KITENGE**

Rapporteur Général